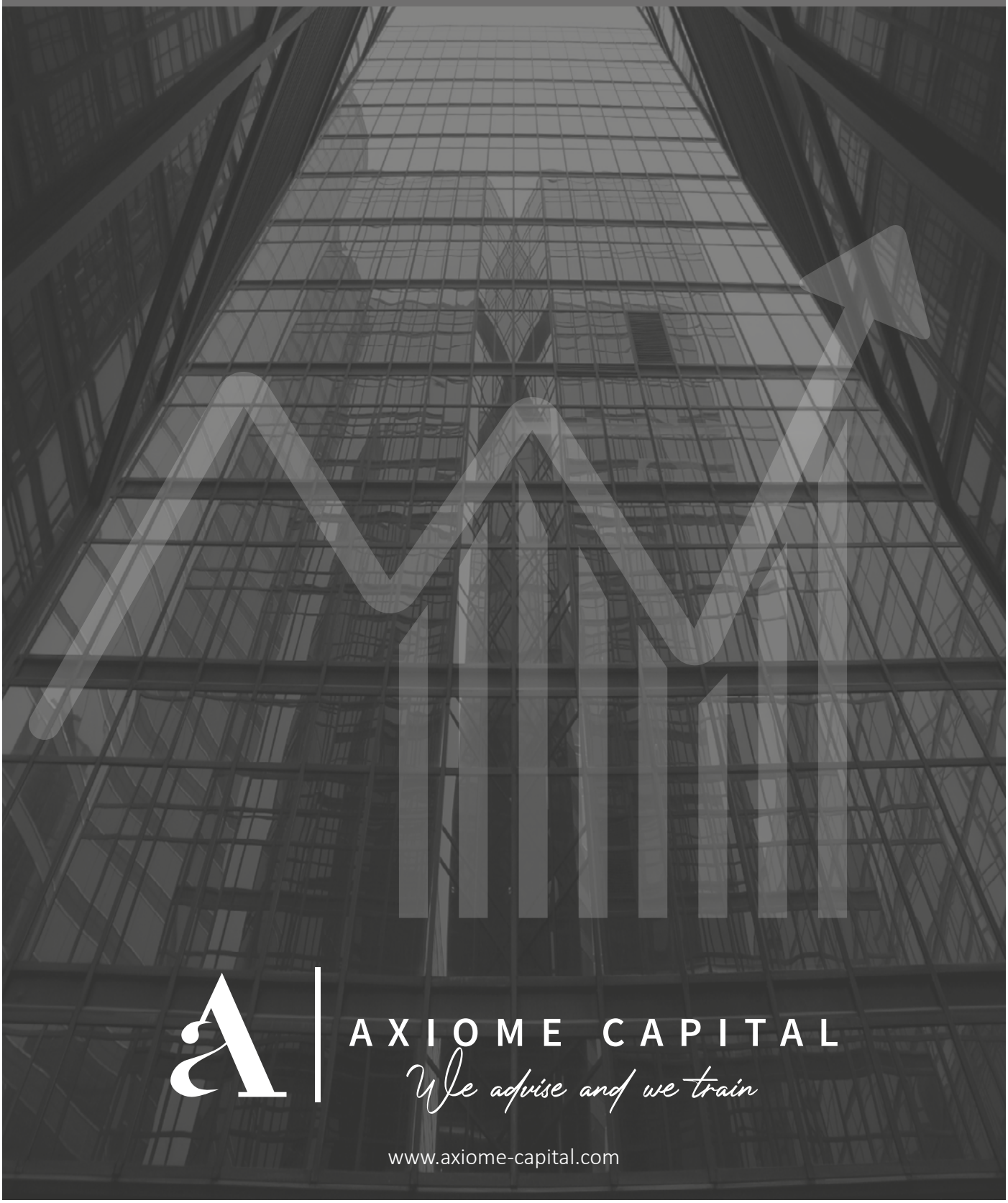
WEEKLY NEWS

Du 30 janvier 2023

WN/AC/N°04



AXIOME CAPITAL

We advise and we train

www.axiome-capital.com

CEMAC

Zone CEMAC : Comment les Etats s'organisent pour contenir l'inflation importée ?

Selon des données publiées par la BEAC, le taux d'inflation dans la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad, RCA) devrait s'établir à 4,8% en 2023. Bien qu'en légère atténuation (-0,7%) par rapport à 2022 (5,5%) ; les six économies de la CEMAC luttent d'arrache-pied pour atténuer les effets de la flambée des prix causée, entre autres, par des chocs exogènes, du fait du déclenchement de la crise russo-ukrainienne, qui s'est greffée au contexte sanitaire marqué par la Covid-19. Pour contrer ses répercussions sur les économies de la CEMAC, les différents pays ont déployé des mesures d'accompagnement visant à contenir la hausse des prix. La mesure phare commune à tous ces pays étant la subvention accordée aux produits pétroliers. Selon le FMI, ces mesures ont coûté aux Etats de la CEMAC, près de 1 048 milliards en 2022. A la subvention des prix à la pompe, l'on peut rajouter sans toutefois être exhaustif, plusieurs autres mesures, parmi lesquelles : les exonérations des taxes fiscalo-douanières à l'exportation de certains produits, la mise en œuvre des mesures de lutte contre la spéculation et l'organisation de quelques ventes promotionnelles pour soulager les ménages, la suspension de la redevance portuaire, l'abattement du coût du fret à intégrer dans la valeur en douane, la subvention de la farine de blé, l'adoption d'un plan de résilience sur la crise alimentaire, pour contrer les tensions inflationnistes observées sur les marchés et la hausse des prix des produits importés , etc.

CEMAC : 394,1 milliards de Francs CFA de budget pour la BEAC au titre de l'exercice 2023

Le rapport du Comité ministériel de l'Union monétaire d'Afrique centrale (UMAC) réuni en session ordinaire le 22 décembre 2022 à Douala fait une économie de la conjoncture économique et financière des Etats membres de la CEMAC en 2022 ainsi que les perspectives pour 2023. Au titre de l'exercice 2023, « le Comité ministériel a approuvé le budget de la BEAC, arrêté en recettes à la somme de 394,1 milliards de Francs CFA et en dépenses à la somme de 251,7 milliards, dégageant ainsi un excédent budgétaire prévisionnel de 142,4 milliards de Francs CFA» peut-on lire sur le communiqué signé d'Hervé NDOBA, président sortant du comité ministériel de l'UMAC, dont la présidence est actuellement assurée par le ministre congolais de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste ONDAYE. Le comité ne donne pas les grandes orientations du budget pour l'exercice en cours. Toutefois l'on a en mémoire que l'institut d'émission monétaire entretient un programme de gestion de son patrimoine immobilier qui permet à la banque centrale non seulement de rapprocher ses services des opérateurs économiques, mais également d'offrir un meilleur cadre de travail à ses employés. L'on y retrouve une panoplie de projets au rang desquels : la réhabilitation de ses démembrements au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale qui concernent exclusivement les agences de Douala, Bafoussam, Garoua, Oyem, Malabo; les chantiers de construction du siège de la BEAC Nationale au Cameroun ; des agences d'Ebolowa dans la région du Sud, et celle de Limbé dans le Sud-Ouest.

CAMEROUN

Appel Public à l'Epargne : le Cameroun va émettre un emprunt obligataire de 200 milliards Fcfa en 2023.

EMPRUNT OBLIGATAIRE
ETAT DU CAMEROUN

Le Trésor public camerounais retourne cette année sur le marché financier de la CEMAC pour un emprunt obligataire de 200 milliards de Fcfa. A en croire le calendrier prévisionnel des émissions de titres publics de l'exercice 2023 élaboré par le ministère des Finances ; cette opération se fera en mai 2023. Il s'agit donc du 7ème appel public à l'épargne de l'histoire des finances publiques camerounaises, et le 2ème de suite depuis l'unification physique et institutionnelle des deux places boursières (Douala Stock Exchange et la bourse des valeurs mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

Appuis budgétaire FMI : 131 milliards de Fcfa attendus du FMI, en 2023.

Le Cameroun est sur la bonne voie, du moins si l'on s'en tient aux déclarations faites par Cemile SANCAK, chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) au terme de la troisième revue du deuxième programme économique et financier appuyé sur la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) avec cette institution financière, qui s'est achevée le 18 janvier 2023 à Yaoundé. L'enjeu de cette mission était surtout la conclusion de la troisième revue du Programme FEC-Medc. A cet effet, un décaissement d'un montant de 131 milliards de Fcfa du FMI en faveur du Cameroun dans le cadre de l'appui budgétaire est attendu en 2023.

CONGO

Partenariat public-privé : LILIUM Groupe entend investir au Congo

Le président de la République, **Denis SASSOU N'GUESSO**, a reçu en audience le 20 janvier à Brazzaville le président de **LILIUM Groupe**, **Simon TIEMTORE**. Spécialisé dans les investissements privés et les partenariats stratégiques, ce groupe, basé aux Etats-Unis d'Amérique, entend investir au Congo dans les secteurs de l'agropastoral, de l'énergie et de l'hydraulique ainsi que des infrastructures, notamment la construction de la cité gouvernementale. L'objectif de cette audience sollicitée auprès du chef de l'Etat est de se faire une idée du Plan national de développement (PND), afin de prendre connaissance des projets prioritaires et ceux s'inscrivent dans le cadre du partenariat public-privé. Cette démarche nous a permis de voir dans quelle mesure nous pourrons financer certains de ces projets qui ont besoin des financements et des investissements structurés, a déclaré le président de LILIUM Groupe, avant de rassurer de leur présence dans le pays dans les tout prochains jours.

Coopération : la Banque postale du Congo (BPC) et Sages international groupe liés par un partenariat

Le Directeur général de la Banque postale du Congo (BPC), Calixte Bernard TABANGOLI, a signé, le 23 janvier à Brazzaville, une convention de collaboration avec le groupe Sages international, représenté par son Directeur associé, Jean-Denis LARRADET. Ce partenariat permettra aux deux structures de faciliter la formation des agents ainsi que l'exécution du nouveau produit de la BPC, le crédit-bail. La mise en œuvre de ce cadre de coopération permettra à la BPC d'implémenter, dans ses différentes agences, le service de crédit-bail qui donnera aux entreprises la possibilité d'acheter leurs équipements sans passer par des crédits classiques. Le lancement du crédit-bail par la BPC fait suite à la promulgation, en 2021 par le président de la République, de la loi encadrant l'exécution de ce système de financement. Selon Calixte Bernard TABANGOLI, la convention qui vient d'être officialisée garantit, entres autres, des sessions de renforcement des capacités au profit des agents de la banque qu'il dirige.

AXIOME CAPITAL
We advise and we train

GABON

Diversification économique : la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok change de statut.

Pour lui permettre d'accueillir tous les types d'entreprises dans divers domaines, dont le tourisme, la technologie et la recherche scientifique, les autorités sont en passe de changer le statut de la ZERP de Nkok en Zone d'investissement spécial (ZIS). Dix ans après sa création, la ZERP de Nkok va changer de statut. Le Conseil des ministres a adopté, vendredi 20 janvier, un projet de décret y relatif qui lui permettrait notamment d'accueillir plus d'investisseurs sur les 1 390 hectares de superficie sur lesquels elle est établie. Les réformes engagées dans le cadre de l'amélioration de l'attractivité de la ZERP de Nkok portent également sur la création d'une aire de services logistiques multimodales au sein de la future ZIS.

Introduction en Bourse : la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) fait officiellement son entrée en bourse.

Le Fonds Gabonais d'Investissement Stratégiques (FGIS) a annoncé le 27 janvier 2023, l'entrée officielle de sa filiale, Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), en Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) avec l'achat de 250 titres pour un montant de 5 milliards de FCFA. Grâce à cette opération, la SCG-Ré devient la première société de réassurance agréée par la Conférence Interafricaine des Marchés Financiers (CIMA) à être cotée en Bourse. Créée en 2012, la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) a pour mission de gérer au nom et pour le compte de l'État, la réassurance de Cession Légale des Sociétés d'Assurances exerçant en République Gabonaise. Elle est également chargée de souscrire de la réassurance commerciale ou réassurance conventionnelle (facultatives et traitées) au Gabon et en Afrique.

AXIOME CAPITAL
We advise and we train

GUINEE EQUATORIALE

Hausse générale et durable des prix : inflation en 2022 estimée à 4,9% contre -0,1% en 2021

D'après les statistiques publiées sur le site web de l'Institut National de la Statistique de la Guinée Equatoriale, l'inflation en 2022 était de 4,9 % contre -0,1 % en 2021. Cette hausse a été principalement causée par la hausse des prix enregistrée sur certains groupes de produits, tels que : « Aliments et boissons non alcoolisées », « transports » et « Alcool et le tabac », qui ont respectivement progressé de 2,8 % ; de 0,8 % et 0,6 %.

INEGE
Instituto Nacional de Estadistica de Guinea Ecuatorial

Gestion portuaire : le Vice-Président de la République, NGUMA OBIANG MANGUE analyse avec le Ministre des transports, les offres d'Abu Dhabi Ports et d'Albrayrak, pour rentabiliser les ports de la Guinée Equatoriale.

Tenue d'une réunion qui avait pour but d'analyse les offres présentées par les sociétés d'Abu Dhabi ports d'Arabie Saoudite et d'Albayrak de Turquie, qui postulent à l'appel d'offres pour la gestion des Ports de la Guinée Equatoriale. Après une étude minutieuse des offres de ces entreprises, l'Exécutif de Malabo a convenu que sur le plan d'investissement, la zone expérimentale et les critères de coopération doivent être analysés en profondeur. Ainsi, Monsieur le Vice-Président de la République a signalé que le Gouvernement reste ouvert aux propositions, et que la société qui rependra aux ententes de la Guinée Equatoriale visant à rentabiliser ses actifs portuaires sera retenue.

TCHAD

Accompagnement BAD : la Banque africaine de développement (BAD) octroie un don de 21,5 millions de dollar pour améliorer l'accès à l'énergie.

La Banque africaine de développement (BAD) a fait un don d'une valeur de 21,5 millions de dollars américain au ministère des hydrocarbures et de l'énergie dans le cadre du projet d'appui au secteur de l'énergie électrique au Tchad (PASET), ce lundi 23 janvier 2023. Le projet a pour objectif d'améliorer l'accès à électricité et la qualité de l'énergie fournie pour l'augmentation de la capacité de production d'énergie électrique propre et durable dans les zones défavorisées du Tchad. Pour le représentant de la BAD au Tchad, Lamine Zeine Ali, le projet permettra notamment à la société nationale de l'électricité (SNE) d'acquérir et de poser 45 000 compteurs à prépaiement pour réduire les pertes d'électricité non technique, d'aménager et d'équiper des postes moyennes et à basse tension.

Coopération : les douanes Tchadienne et Nigérienne signent un accord d'assistance mutuelle administrative.

A l'issue d'une visite, Monsieur Ahmat Abdelkerim AHMAT, Directeur général des Douanes Tchadiennes, a signé un accord bilatéral d'assistance mutuelle administrative avec Monsieur Harouna ABDALLAH, son homologue nigérien. Cet accord qui est considéré par le Directeur général des Douanes Nigériennes comme un premier pas d'une coopération durable et fructueuse, vise à mettre en œuvre l'interconnexion des deux systèmes informatiques, à mutualiser et coordonner les actions par la tenue des réunions conjointes, des visites de terrain et des consultations permanentes, à mettre en place une plateforme d'échange d'information en vue de constituer une base des données sur les courants de fraude et assurer un meilleur ciblage , travailler en synergie pour rendre les frontières plus sûres, stables et sécurisées, à promouvoir le transfert des compétences, d'échange des données et des renseignements. Ce présent accord s'applique aux marchandises importées ou exportées d'un pays tiers qui traversent le territoire de l'une des parties à destination de l'autres, aux marchandises expédiées à partir du territoire de l'une des parties traversant l'autre à destination d'un pays tiers, aux marchandises expédiées à partir du territoire de l'une des parties.

RCA

Marché monétaire : la République centrafricaine veut lever 35 milliards au premier trimestre 2023

Sevré des financements internationaux, le pays revient peu à peu sur le marché domestique pour mobiliser des ressources nécessaires au financement de son déficit budgétaire. La République centrafricaine (RCA), moins active sur le marché des titres publics de la BEAC, va tenter de mobiliser 35 milliards de Fcfa au premier trimestre 2023 auprès des investisseurs de la sous-région suivant le programme ci-après : le 30 janvier 2023, une levée de 12,5 milliards de Fcfa en Obligations du trésor assimilables (OTA) pour une maturité de 3 ans ; le 20 février 2023, une opération similaire aura lieu mais cette fois si sur 4 ans de maturité ; et le 20 mars 2023 , une levée de 10 milliards de Fcfa en Bons du trésor assimilables (BTA) pour une maturité de 52 semaines de maturité.

AXIOME CAPITAL
We advise and we train

Prix des produits pétroliers : échange entre la société civile et le Gouvernement sur la hausse des prix du carburant à la pompe.

Pour une circonstance atténuante par rapport à l'ultimatum d'une semaine lancé par la société civile au Gouvernement concernant la hausse des prix des produits pétroliers en Centrafrique, les deux camps ont échangé ; et les discussions ont débouché sur quelques pistes de sortie de crise, notamment les mesures d'accompagnement pouvant assouplir la peine de la population. C'est ce qui ressort de l'interview avec le Ministre Maxime BALALOU, représentant le Premier ministre Felix MOLOUA: «nous nous sommes retrouvés entre compatriotes pendant quatre heures de temps pour échanger sur la situation de l'heure comme vous le savez. Le Gouvernement a procédé au réajustement du prix des hydrocarbures à la pompe. C'est vrai que d'autres n'ont pas compris la raison. Les préoccupations soulevées par la société civile, nous ont permis d'échanger largement entre compatriotes. Le Gouvernement examinera la proposition de la société civile et demande de poursuivre avec les discutions sur le sujet.

AXIOME CAPITAL
We advise and we train

AXIOME CAPITAL

We advise and we train

Tel : (00242) 05 797 5719 / 06 794 77 21 - contact@axiome-capital.com - www.axiome-capital.com
2 Av. de la base, 5e étage, Bloc A (en face de l'hôtel de l'aéroport)
Batignolles, Brazzaville, Rép. du Congo